



sections de la Vienne



POUR

l'emploi
les missions
le maillage territoriale
la séparation ordonateur comptable
la séparation assiette recouvrement
les respecte de statuts

NI

fusion fiscale
fusion globale

C'est dans le cadre du conseil des ministres du 20 juin 2007 que la fusion DGI-DGCP a été décidée. L'ordre du jour de ce conseil était en outre la RGPP. Un nouveau sigle qui veut dire : « révision générale des politiques publiques ». C'est une nouvelle arme de guerre contre l'emploi public. Supprimer des fonctionnaires pour la seule raison qu'il y en a trop. Sans souci des missions, de l'efficacité sociale, de l'aménagement du territoire, des conditions de travail, des services rendus à l'ensemble de la population... Les conséquences sont radicales : par exemple la rentrée scolaire a laissé plus de 200 enfants poitevins, qui auront 3 ans dans l'année, à la porte de l'école. Est-ce un progrès social ?

Les deux projets :

- une fusion fiscale qui consiste à transférer l'ensemble des tâches de recouvrement du Trésor à la DGI. Ainsi seraient créées une administration fiscale unique (AFU) d'un côté, et de l'autre une administration des comptes publics (gestion et contrôle des finances de l'Etat et des collectivités locales).

- une fusion globale et organique des deux administrations DGI et DGCP ne formant plus qu'une seule entité administrative, sous l'égide des TPG.

A la DGI comme à la CP des emplois sont supprimés, des perceptions ferment, des services sont regroupés au chef lieu sans souci de la proximité voulue par les contribuables.

Au prétexte qu'il y aurait des « doublons » il faut passer à la vitesse supérieure. Quel doublon entre un agent qui calcul l'impôt et un agent qui encaisse l'impôt ? Ce n'est pas le même travail. Quel doublon entre un agent qui fait du contrôle fiscal et un agent qui aide une commune à la préparation de son budget ? Ce n'est pas le même travail.

Mais il faut continuer la suppression massive des

emplois, fermer des services. Et pour cela les réformes actuelles ne suffisent plus. Il faut étendre la polyvalence à nos deux administrations.

Ce débat anime nos hiérarchies respectives mais pour offrir un spectacle lamentable. Les amicales d'agents d'encadrement de la DGI, la section des directeurs du SNUI sont pour la fusion fiscale. Celle de l'encadrement du trésor et FO encadrement trésor sont pour la fusion globale.

Ce corporatisme est bien loin d'une nécessaire réflexion sur les missions de nos deux administrations, sur les besoins en emploi, sur les statuts différents (mutation, rémunération, notation...) qui existent entre les agents du trésor et ceux des impôts.

Pour la CGT du trésor et des impôts de la Vienne il n'est pas question de tomber dans ce piège grossier. Nous ne choisirons pas entre la peste et le choléra. L'enjeu de la modernisation n'est pas l'adaptation des administrations aux suppressions massives d'emplois.

Bien au contraire la DGI comme la CP doivent participer au développement du service public fiscal, foncier et financier. Ces missions ont un rôle dans le développement économique, la cohésion sociale et l'aménagement du territoire, tant en zone rurale que dans les quartiers populaires.

Pour cela nous avons des propositions concrètes :

- un maillage territorial le plus près possible des usagers avec le développement de services publics de pleine compétence

- les emplois nécessaires pour remplir les missions
- le respect des statuts et le développement des droits et garanties des agents
- la revalorisation des salaires et la reconnaissance des qualifications

C'est de tout cela qu'il faut débattre pour notre avenir